



**C\_2016\_093**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Culturelles

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la  
délibération :**  
**Réseau  
d'enseignement  
musical et artistique  
- Nouvelle  
tarification année  
2016/2017**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Madame Nicole FANELLI

Transmis le : .....

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

L'ouverture du conservatoire d'agglomération au pôle culturel Chabran en octobre 2014 a généré une attractivité importante avec un nombre d'élèves qui est passé de 387 à 497 (+28%) d'une année à l'autre.

Il représente aujourd'hui plus de 53% du nombre total d'élèves inscrits sur l'ensemble des sites du réseau d'enseignement musical, qui s'élève à ce jour à 933, répartis comme suit : Callas : 14 – Le Muy : 160 – Lorgues : 123 – Trans en Provence : 66 – Vidauban : 73.

Dans le cadre du projet d'établissement en cours d'élaboration, qui a pour ambition d'obtenir la labellisation CRI (Conservatoire à Rayonnement Intercommunal), la direction du conservatoire d'agglomération vient de mettre en place un règlement des études.

Son objectif principal est de pouvoir disposer d'un document unique, commun et homogène présentant le cursus d'enseignement général sur la totalité des sites d'enseignement.

Dans cet esprit, la dénomination « conservatoire d'agglomération » fédère l'ensemble du réseau, avec le vocable de « sites » en remplacement « d'écoles de musique », considéré comme moins valorisant.

Dans ce contexte d'harmonisation des enseignements et de mutualisation des moyens, il est proposé la création de nouveaux tarifs et la modification de certains autres pour tenir compte, à la fois de l'évolution du cursus (ex : création de classes de découverte instrumentale) et des prestations supplémentaires apportées à différentes catégories d'élèves, mais aussi afin de favoriser la pratique musicale pour les enfants.

Ainsi, s'agissant de ces derniers, aucune augmentation des tarifs de scolarité n'a été retenue. Seuls ceux destinés aux élèves adultes enregistrent une légère réévaluation.

Enfin, la dégressivité tarifaire est maintenue pour les adhérents d'une même famille.

La tarification trimestrielle des différentes activités du réseau d'enseignement musical et artistique, proposée à compter de septembre 2016, est jointe en annexe.

Il convient d'ajouter que la Communauté d'agglomération a fait l'acquisition d'un logiciel de gestion pédagogique « IMUSE » qui équipe aujourd'hui plus de 500 établissements musicaux et artistiques en France.

Cette application fonctionnelle, dite « full web », va permettre pour l'année scolaire 2016/2017, de gérer de façon transparente et centralisée, le fonctionnement des équipes pédagogiques et les heures d'enseignement données à tous les élèves.

Elle offrira aussi des espaces extranet aux familles et aux professeurs pour de multiples consultations pratiques.

Enfin, elle proposera aux usagers de faciliter leurs règlements en leur offrant les possibilités suivantes :

- fréquence des règlements : annuelle, trimestrielle ou mensuelle ;
- moyens de paiement : espèces, chèque ou carte bancaire ;
- modalités pratiques de paiement : sur place au conservatoire d'agglomération, par voie postale, par prélèvement automatique ou par paiement en ligne.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Culture » réunie le 8 juin 2016, il

est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire ci-annexée.

Envoyé en préfecture le 05/07/2016

Reçu en préfecture le 05/07/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160630-C\_2016\_093-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.